

ou renforcée en conservant le statut quo. Nous partons de l'hypothèse que la sécurité européenne devrait se fonder sur une démarche globale collective et démocratique, sans appartenance à des blocs, et le concept du bloc devrait être remplacé par un modèle pluraliste. Le démantèlement des blocs bien sûr n'est pas encore à l'ordre du jour, mais il est nécessaire de faire preuve de la volonté politique d'en finir avec les blocs.

Aujourd'hui les blocs nous aident pour le processus de désarmement. Ainsi, grâce à eux, la tâche bénéfique pour la paix et la sécurité devrait être menée à bonne fin. C'est pourquoi pour l'instant nous sommes d'accord avec les représentants qui veulent préserver les alliances comme un instrument pouvant faciliter le processus de limitation des armements. Avec les progrès continus vers la démocratie, ceci devrait constituer leur dernière tâche d'envergure.

On nous critique parfois en alléguant que notre révolution tranquille est en train ici et là de se changer en une révolution naïve, mais notre expérience montre qu'il faut une certaine dose de naïveté, de réflexion qui sort des sentiers battus et de courage pour changer les institutions, les structures et les mécanismes dépassés. C'est seulement en luttant pour l'impossible qu'il sera en fait possible de faire passer quelque chose de véritablement nouveau.

Nous disposons d'un instrument bien éprouvé pour passer d'un concept de blocs, tout en préservant la sécurité européenne, à un concept pluraliste et démocratique. C'est le processus de la Conférence sur la Sécurité et la Coopération en Europe. L'adoption des documents d'Helsinki en 1975 a permis l'apparition du groupe de la Charte 77 en Tchécoslovaquie, du Comité pour la défense des travailleurs en Pologne, des groupes d'Helsinki en Union soviétique, etc.

Helsinki a fourni la base juridique internationale permettant l'apparition de groupes qui allaient lutter pour l'établissement de la démocratie. Cela a grandement contribué aux changements actuels dans la partie orientale de l'Europe. Pour cette raison et d'autres encore, la Tchécoslovaquie fera tout son possible pour que le processus d'Helsinki continue de progresser conformément avec le développement de l'Europe au tourant du millénaire.

Les nouvelles institutions politiques, économiques, culturelles, humanitaires et de sécurité devraient être créées, qui remplaceraient graduellement, étape par étape, les structures du monde bipolaire. Ce processus en évolution est riche de possibilités pour une participation à part entière de tous les états membres des deux alliances.

Partant, nous jugeons des plus opportuns les résultats obtenus lors des pourparlers de Vienne entre les 23 états sur les forces conventionnelles en Europe. Toutefois cette phase des négociations de Vienne devrait être menée à terme aussi rapidement que possible cette année, ce qui nous permettrait de donner un nouveau mandat